

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 BETHUNE

BETHUNE, le **18 OCT. 2022**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur

**GÉORISQUES**

### **SCHISTE ET CALIBRES DE L'ARTOIS**

TERRILS 79 & 79 bis  
rue des Ragonieux  
62750 LOOS EN GOHELLE

Références : 231-2022  
Code AIOT : 0007000284

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement SCHISTE ET CALIBRES DE L'ARTOIS implanté sur les TERRILS 79 et 79 bis, rue des Ragonieux à LOOS EN GOHELLE (62750). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCHISTE ET CALIBRES DE L'ARTOIS
- TERRILS 79 & 79 bis rue des Ragonieux 62750 LOOS EN GOHELLE
- Code AIOT : 0007000284
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La Société S.C.A, détenue à 100% par la Société SCREG (Groupe BOUYGUES) est titulaire de l'Autorisation d'exploiter les terrils 79 et 79A dits " de la fosse 16 ". L'entité Échangeur Nord Picardie est constituée du regroupement des sociétés SCREG et COLAS.

L'exploitant est régulièrement autorisé pour une durée de dix ans par l'Arrêté d'Autorisation du 06 janvier 2014 (modifié par arrêté complémentaire du 29/06/2016).

Le site est implanté sur 26 ha 29 a et 40 ca et l'extraction est réalisée sur 12 ha 66 a et 33 ca.

La production annuelle maximum est fixée à 450 000 tonnes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Conditions générales d'exploitation ;
- Plan de gestion des déchets d'extraction.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 1.3	/	Sans objet
2	PC2	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 10.2	/	Sans objet
3	PC3	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 13	/	Sans objet
4	PC4	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
5	PC5	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 Bis	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis à l'occasion de la visite d'inspection du 27 septembre 2022 sur le site exploité par la société SCHISTES ET CALIBRES DE L'ARTOIS (SCA) à LOOS-EN-GOELLE ont permis de vérifier que l'exploitant respectait les prescriptions examinées de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du 06 janvier 2014.

L'exploitant a été en mesure de présenter son plan de gestion des déchets d'extraction dans le respect des attentes précisées à l'article 16 bis de l'AM du 22 septembre 1999. Ce document devra être néanmoins complété sur les bases du plan topographique qui sera réalisé avant la fin de l'année pour y faire apparaître plus précisément les emplacements et le volume des stocks présents sur site. Ces modifications feront l'objet de contrôle administratif dès réception et une vérification sur site lors de la visite d'inspection prévue l'année prochaine. De plus au regard de la date limite d'exploitation l'Inspection a alerté l'exploitant sur la nécessité d'anticiper cette échéance. Dans ce contexte l'exploitant a confirmé à l'Inspection le dépôt d'un dossier en début d'année 2023 afin de prolonger la durée d'exploitation du site.

### 2-4) Fiches de constats : N° 1 PC1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Carrière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.3 : Durée de l'autorisation
La présente autorisation prévoit une durée d'autorisation de 10 ans, à compter de la notification du présent arrêté, y compris la remise en état, sous réserve du respect des termes de la convention signée le 14/12/2009 avec la commune de LOOS en GOHELLE.
<b>Constats :</b> Suite à des réunions avec la mairie de Loos-en-Gohelle et l'accord de la maison mère du groupe COLAS Nord-Est, il a été décidé de poursuivre l'exploitation au-delà du 06/01/2024. Dans ce contexte l'exploitant s'est engagé à déposer un dossier de porter à connaissance en début d'année 2023 qui présentera un nouveau plan du phasage qui encadrera les quantités de schiste non exploitées au terme du délai de l'autorisation actuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Prescription contrôlée :****Article 10.2 – Remise en état**

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation de 10 ans.

Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état doit comporter les principales dispositions suivantes :

- le profil des terrils sera une alternance de talus/banquettes, hauts de 7 m, selon un axe Nord-Sud. Ces talus aboutiront à un plateau, à pente concave de 1 à 3 %, constitué par un remblai de schiste noir invendu, reposant sur le fond du carreau fini d'exploiter. Ils seront éventuellement enherbés et certains seront le lieu de plantations d'arbustes choisis pour leur capacité à s'adapter à ces sols schisteux pauvres en éléments nutritifs.
- le plateau, qui s'étendra de l'Est à l'Ouest, sera séparé par la rue des Ragonieux par un talus non extrait, haut d'un maximum de 25 m et d'un minimum de 4 m.
- la zone de fin d'exploitation apparaît comme une zone à enjeux écologiques très fort. Pour réduire les impacts sur les conservations dans leur intégralité des merlons, ainsi qu'une marge de 3 à 5 m situés à l'Ouest et au Nord de la zone en fin d'exploitation afin de protéger les lézards des murailles, les sites d'hibernation du crapaud calamite et des zones pour les espèces floristiques patrimoniales,
- balisage et conservation des retenues d'eau de ruissellement, pour la reproduction du crapaud calamite et le développement des têtards,
- création d'une mare dans la zone Nord-Ouest du site pour la préservation des têtards du crapaud calamite.

À ces mesures assez générales, s'ajoutent les prescriptions plus spécifiques suivantes :

- la création d'autres mares et zones d'accumulation d'eau de pluie à l'occasion du modelage des terrains schisteux lors de la remise en état sera prévue,
- la création de tas de blocs et de merlons, mêmes petits, au Sud,
- les plantations et enherbements éventuels doivent rester très circonscrits dans l'espace. Les mesures d'intégration paysagère ne doivent pas pénaliser les espèces remarquables en banalisant les habitats.
- l'intégration paysagère fera l'objet d'un recours à un paysagiste DPLG au regard de l'enjeu paysager majeur présenté par le site.
- l'éventualité de reprendre le site remis en état, dans la trame verte, devra être étudié par l'exploitant.

**Constats :** La partie Ouest du site a été remise en état. Elle présente sur sa partie haute une succession de gradins plantés d'arbres qui s'ouvrent sur une plate-forme végétalisée qui s'étale jusqu'à la mare située en contrebas. Pour respecter ses engagements l'exploitant a prolongé sur environ 80 % de la largeur totale du site les deux gradins situés en partie supérieure du site.

Ce profil est le résultat des concertations avec la Mairie de LOOS-EN-GOHELLE.

Dans le cadre de la modification de la durée d'exploitation décidée par le plan d'investissement du groupe COLAS, en accord avec la mairie de LOOS-EN-GOHELLE, l'exploitant s'est engagé à déposer un porter à connaissance. Ce document sera accompagné d'un nouvel inventaire de la faune et de la flore présentes sur site et d'une présentation de toutes les mesures qui seront prises pour protéger l'ensemble des espèces exceptionnelles repérées.

L'exploitant précise que le délai supplémentaire éventuellement accordé sera de nature à affiner le profil initialement prévu dans l'APA de 2014 sans avoir à déplacer trop de stocks.

<p><b>Sur site l'Inspection a pu constater :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence du talus végétalisé longeant la Rue des Ragonieux,</li> <li>- l'intérêt écologique important présenté par les deux mares (présence d'un grand nombre de têtards),</li> <li>- la présence d'une végétation spontanée d'une grande diversité.</li> </ul> <p><b>Ces points font l'objet de deux discussions annuelles avec la mairie de LOOS-EN-GOHELLE.</b></p>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>

**N° 3 : PC3**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 13</b>
<b>Thème(s) : Risques chroniques, Carrière</b>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</b>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan à l'échelle 1/1 000 ème ou 1/500 ème est établi.  Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• les zones remises en état ;</li> <li>• les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et la borne de nivellement visés à l'article 4 ;</li> <li>• les pistes et voies de circulation ;</li> <li>• les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte,...</li> <li>• les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, locaux,...</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  Vu : plan du 12 juillet 2022.  Ce plan répond à l'ensemble des prescriptions rappelées ci-dessus mais l'inspection a précisé à l'exploitant qu'il serait judicieux d'y voir ajouté les zones et les stocks des déchets d'extraction. Dans ce contexte l'exploitant a précisé qu'il comptait répondre favorablement à cette requête lors de l'élaboration de la prochaine version du plan topographique. Celui-ci sera utilisé pour la constitution du dossier de porter à connaissance prévu en début 2023 dans le cadre de la poursuite de l'activité.</p>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>

**N° 4 : PC4**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets  Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
<b>Constats :</b> L'exploitant a élaboré un plan de gestion des déchets d'extraction, les déchets sont exclusivement des matériaux issus de la production et du refus de crible, ils ne sont pas dangereux et sont principalement présents sur la parcelle 0C2320. Ces déchets seront utilisés pour réaliser le profil prévu dans le cadre du réaménagement du site. Les documents seront complétés lors de la réception du prochain plan topographique (emplacement précisé, volumes et nature du déchet). Les caractéristiques des matériaux stockés n'appellent pas de remarque particulière. S'agissant de déchets d'extraction inertes et non dangereux, ils ne nécessitent aucune caractérisation particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : PC5**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 Bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan de gestion des déchets – nature et quantité  Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain  Prescription contrôlée : Le plan de gestion présente la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets résultant de l'extraction des matériaux. Ce document présente la caractérisation des déchets ainsi qu'une estimation approximative des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation. Cette estimation sera affinée prochainement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet